



## **Le plafond d'emploi nous tombe sur la tête !**

Les baisses d'effectif dans la Fonction Publique s'enchaînent régulièrement depuis de nombreuses années. À l'Insee, depuis 2005, ce sont près de 30 % des postes qui ont été supprimés. En 2019, la direction de l'Insee a signé avec le ministère un contrat triennal, prévoyant des baisses d'effectifs sur trois ans et permettant ainsi d'avoir une visibilité sur la pénurie à venir. Pour la période 2019-2021, c'est ainsi 200 emplois qui seront supprimés.

Avec cette baisse d'effectifs, l'Insee n'est pas en mesure de pourvoir tous les postes nécessaires à une activité normale. Les départs à la retraite sont nombreux, et les recrutements ne sont pas suffisants dans toutes les catégories d'agents.

Résultat : des postes restent vacants dans de nombreux établissements de l'Insee et dans les services statistiques ministériels (SSM), qui accueillent de nombreux agents Insee. Pour faire face à cette pénurie, criante dans certains établissements, la direction de l'Insee a pris l'habitude d'avoir recours à la Place de l'emploi public (PEP).

C'était le cas à l'issue des campagnes de mobilités 2020. De nombreux postes, de catégorie A, B ou C, étaient vacants. Plusieurs ont donc été ouverts pour recrutement à la PEP, jusqu'à 10 dans un seul établissement !

Et, au cours de l'été, patatras : interruption des procédures parce que le plafond d'emploi est dépassé ! En clair, des départs planifiés, notamment en retraite, ont été retardés, et il faut donc stopper net les recrutements en cours.

Le problème est que ces départs qui n'ont pas eu lieu au niveau global empêchent maintenant des recrutements par des établissements en manque d'effectifs. Au final, certaines directions régionales et certains services en tension doivent faire face à des pénuries d'agents, avec le risque de surcharge pour les présents et de ne pas pouvoir mener à bien l'ensemble des missions.

Tant que l'alpha et l'oméga de la gestion des effectifs sera la baisse inéluctable, nous continuerons de voir ce plafond nous tomber sur la tête.

Oui à des effectifs suffisants pour nos missions !

28 septembre 2020